

# Markess : « La dynamique du marché de l'open source dans l'administration est bien réelle ». Mais...

En 2008, l'administration consacrera près de 13% de son budget informatique aux technologies de l'*open source*, soit 930 millions d'euros, d'après une étude du cabinet Markess international, spécialisé dans l'impact des technologies de l'information sur les organisations.

L'étude, « L'Administration Française et l'Open Source, 2008-2010 »

dont les résultats sont annoncés ce 13 octobre, est basée sur 83 interviews réalisées auprès de responsables de l'administration centrale, d'organismes sous tutelle et de collectivités locales, ainsi que sur plus de 60 entretiens avec des prestataires IT.

Le budget de l'administration française consacré à l'*open source* progresse chaque année depuis 2006. Cette année là, il représentait 7% des dépenses, contre 10% en 2007. Et, entre 2008 et 2010, le marché devrait croître de 13% par an pour dépasser le milliard d'euros. « *La dynamique du marché de l'open source est bien réelle et devrait se maintenir sur les prochaines années* » commentent les analystes de Markess International. Un engouement notamment motivé par la volonté d'être plus autonome dans la maîtrise de ses systèmes d'information mais aussi par les enjeux en matière d'interopérabilité, d'après le cabinet.

Pour l'instant, ce sont les solutions serveurs et les environnements applicatifs qui restent les domaines pour lesquels les solutions *open source* sont le plus utilisées, mais les outils d'ingénierie et les systèmes de sécurité sont de plus en plus concernés. Et les solutions applicatives se diversifient également : la gestion de contenu reste en tête, mais d'autres domaines progressent. Les responsables de l'administration centrale mettent en avant la bureautique et la messagerie. Dans l'administration locale, ce sont les portails.

Pour les faire fonctionner, l'administration fait appel à des prestations externes, mettant en lumière la nécessité de recourir à des compétences spécifiques pour mener à bien ces projets. Les intégrateurs et les SSII sont bien présents sur ce marché, aux cotés des SSSL, société de services en logiciels libres. Les décideurs interrogés ont cité plus de 40 sociétés, communautés ou associations, dont notamment, Aliasource, Capgemini, Adullact, Atos Origin, Cantico, Bull, Red Hat, Smile, Spie, Starxpert, et Talend.

## **Incertitudes politiques**

A en croire les analystes, l'*open source* devrait donc connaître une croissance importante dans l'administration. Restent pourtant des freins importants. Ainsi, lors des rencontres « Paris, capitale du Libre », qui se sont tenues le 25 septembre à Paris, Jean-Séverin Lair, DSI au ministère de la Culture, soulignait que « *le choix du libre doit toujours être justifié en interne. C'est un choix qu'il faut porter. De plus, ajoutait-il, le logiciel libre nécessite plus de compétences en interne, dans la direction informatique* ». Un constat partagé par François Elie, Président de l'Adullact, pour qui ces

compétences internes font défaut dans les collectivités locales. Et ces dernières ne se coordonnent pas suffisamment. Par exemple, « pour la gestion du RMI, les départements auraient pu lancer un appel d'offre commun. Et nous manquons de logiciels métiers en open source » regrette François Elie, citant en contre exemple le logiciel « open cimetièrè » .

De fait, si le cabinet Markess prévoit qu'en 2008, l'*open source* devrait représenter 16% des dépenses des administrations centrales, le taux chute à 11% au niveau local.

Pour l'instant, il n'existe pas de politique nationale qui vise à lever ces freins. Eric Besson, secrétaire d'Etat au développement de l'économie numérique, avait proposé une piste de réflexion, lors du lancement des Assises du numérique, en juillet dernier : réserver 20% des montants des appels d'offres publics aux solutions en *open source*. Eric Besson et Nicolas Sarkozy devaient, chacun de leur côté, présenter le plan de développement pour l'économie numérique issu de la concertation, aujourd'hui. Cette présentation a été [reportée](#) à la semaine prochaine. Il faudra donc attendre pour savoir si cette mesure est confirmée.